

ENSEMBLE, EN GRÈVE FÉMINISTE LE 8 MARS !

A l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, un préavis de grève nationale est déposé

NOUS VOULONS DES SALAIRES ET DES RETRAITES REVALORISÉES !

Nous sommes aides-soignantes, auxiliaires de vie, éducatrices spécialisées, assistantes sociales, infirmières, ASH, administratives, ouvrières, sages-femmes, aides à domicile, agentes d'entretien... Nous représentons 80% des métiers de nos établissements. Pourtant, les inégalités salariales persistent : temps partiels, congés parentaux, carrières moindres... Nos métiers sont catégorisés comme du « care » faisant soi-disant appel aux compétences « naturelles » des femmes. Ils sont donc peu valorisés en termes de salaire. **Nous touchons en moyenne 20% de moins par rapport aux hommes. Ces inégalités se retrouvent à la retraite : notre pension est inférieure de 40% à celles des hommes !**

La pénibilité y est aussi moins reconnue tout comme les risques psycho-sociaux que nos métiers entraînent alors que nos horaires sont atypiques et sources de cancers, et les mouvements répétitifs peuvent causer des maladies professionnelles.

NOUS EXIGEONS :

LA REVALORISATION DES SALAIRES DES MÉTIERS DU SOIN : +400€/MOIS MAINTENANT !

LE RETOUR À UN SYSTÈME DE RETRAITE PAR RÉPARTITION AVEC 37,5 ANNUITÉS ET LE MAINTIEN DE COMPENSATIONS AU MOMENT DE LA RETRAITE SUITE À DES INÉGALITÉS DE CARRIÈRES HACHÉES

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL À 32H/SEMAINE EN JOUR, 30H/SEMAINE EN NUIT !

LES VIOLENCES DOIVENT CESSER !

Au quotidien, les femmes subissent les violences sexistes et sexuelles en plus des violences économiques, et pour les femmes racisées et LGBTI+ c'est la double peine ! Nous sommes aussi plus exposées aux violences gynécologiques et obstétricales. Nous subissons des injonctions contradictoires permanentes : Trop couvertes ou pas assez, trop minces, grosses, grandes, etc.

30% des femmes ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail, 81% de femmes ont été victime de harcèlement sexuel dans l'espace public. En France en 2022, **244 000 femmes déclarent être victimes de violences conjugales et une femme meurt tous les 3 jours**, 69% des femmes victimes ont déjà parlé à un proche de la situation mais seule une minorité s'est orientée vers des professionnels. **D'où l'importance d'un protocole d'accueil des femmes victimes de violences conjugales aux urgences comme nous l'avons fait à Tenon !**

NOUS EXIGEONS :

3 MILLIARDS POUR SE DONNER LES MOYENS D'UNE VRAIE LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL, LES FÉMINICIDES, ET TOUTES LES AUTRES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU TRAVAIL ET PARTOUT !

DES PROCÉDURES DE PRISES EN CHARGE DES VIOLENCES CONJUGALES DANS TOUTES LES URGENCES !

UNE ÉDUCATION NON SEXISTE DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE



MON CORPS MON CHOIX !

En dégradant les services publics et en publiant en catimini un décret contraignant pour les sages-femmes qui veulent pratiquer des IVG instrumentales, ce gouvernement limite encore l'accès à l'avortement, alors que 130 centres IVG ont fermés en 15 ans.

Dans le même temps il nous parle de « réarmement démographique » ! Au lieu de politique nataliste au relent vichyste, le gouvernement ferait mieux de prendre à bras le corps la question du manque de crèches et du congé parental !

NOUS EXIGEONS :

LA CONSTITUTIONNALISATION DE L'AVORTEMENT AVEC DE VRAIS MOYENS POUR Y ACCÉDER PARTOUT EN FRANCE
UN SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE À LA HAUTEUR DES BESOINS
UN DROIT À UN CONGÉ PARENTAL STRICTEMENT PARTAGÉ ENTRE PARENTS ET RÉMUNÉRÉ À 100% DU SALAIRE

A TENON NOUS DEMANDONS

UNE VRAIE PROTECTION DES FEMMES SUBISSANT DES VIOLENCES CONJUGALES

LA POSSIBILITÉ D'AUTORISATION D'ABSENCE POUR LES COLLÈGUES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

L'ACCÈS D'URGENCES AUX LOGEMENTS SOCIAUX AP-HP POUR LES FEMMES VICTIMES

LA MISE EN PLACE DE CONGÉS HORMONAUX SANS JOURS DE CARENCE POUR LES FEMMES QUI EN ONT BESOIN

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES DU MONDE ENTIER !

Nous sommes solidaires des femmes sans papiers qui sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations, épuisées par les conditions de travail dans lesquelles elles exercent leurs métiers... et la loi immigration va considérablement aggraver leur situation !

Les femmes sont en première ligne des guerres dans le monde : au Congo et en Ukraine elles sont victimes massivement de viols de guerre, **en Palestine elles sont, avec les enfants, les premières victimes des bombardements**. Le manque d'eau, de produits d'hygiène et la destruction des hôpitaux les rendent encore plus vulnérables notamment lors de leur grossesse et des accouchements.

NOUS EXIGEONS :

L'ABROGATION DE LA LOI IMMIGRATION QUI DISCRIMINE ENCORE PLUS LES SANS PAPIERS
MAINTIEN DE L'AIDE MÉDICALE D'ÉTAT POUR TOUTES ET TOUS
SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE : CESSEZ LE FEU À GAZA !

Paris, le 20 février 2024

VENDREDI 8 MARS À 14H DÉPART DE LA MANIF PLACE GAMBETTA

